

Autrefois, il y avait des rizières...
La vie quotidienne loin des terres ancestrales
Etude de l'impact de la migration rurale vers Antananarivo⁶

M. van den Heuvel et S.J.T.M Evers, *VU University Amsterdam*⁷

Résumé :

La pénurie de terres fertiles dans les zones rurales de Madagascar est un facteur important contribuant à la migration rurale et qui amène les habitants des villages à aller vers Antananarivo dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie. Le présent article analyse les effets positifs et négatifs de cette migration sur les conditions de vie des habitants du quartier d'Antetezanafovoany et examine son impact sur leurs attitudes vis-à-vis des coutumes ancestrales et funéraires, l'évolution des coutumes étant considérée comme un indicateur du processus d'évolution sociale.

Mots clés :

migration rurale-urbaine
urbanisation
la pauvreté
stratégies de subsistance
terres ancestrales
Famadihana et enterrements

⁶ Cet article est une traduction de l'original pour faciliter une compréhension des lecteurs non-Anglophones.

⁷ Le travail sur le terrain de cette recherche a été mené par M. van den Heuvel dans le cadre de la préparation de son Master à *VU University Amsterdam*, Pays Bas. Elle a obtenu son diplôme en septembre 2006. S.J.T.M Evers co-signe cet article à titre de Directrice de la recherche menée par M. van den Heuvel.

« 'Tsy tañy mandeha, fô olombelo' (*Ce n'est pas la terre qui se déplace, mais les hommes*) : ce proverbe est l'un de ceux qui sont les plus souvent cités et signifie en partie qu'à la différence de la terre qui reste immuable, les hommes ne restent plus les mêmes quand ils changent de lieux. Ils n'abandonnent pas les aspects de leur identité constituée par les déplacements que leurs ancêtres ont eux aussi effectués mais ils acquièrent également les coutumes du nouveau lieu. La continuité est ancrée dans la terre et dans les marques que les ancêtres y laissent ; l'histoire est faite des déplacements sur la terre. » (Lambek et Walsh 1999 :156).⁸

Introduction de la recherche

Conséquence d'une tendance à la migration rurale et de la pression démographique, un processus d'urbanisation s'est installé au cours des dernières décennies à Madagascar, changeant lentement mais jusque dans les structures le ratio rural-urbain du pays (Division Population des Nations Unies 2006). Selon les recherches, les conditions de vie en milieu urbain seraient légèrement supérieures aux normes rurales en termes de niveaux de pauvreté et d'accès aux services de base tels que l'électricité et l'eau potable (Paternostro et al. 2001 : 6, 22-24). Cependant, on ne dispose que de bien peu de données qui peuvent appuyer cette hypothèse. Comme la prospérité matérielle ne conduit pas toujours au bien-être émotionnel, notre étude de la migration rurale n'a pas porté uniquement sur la pauvreté, la terre et les moyens de subsistance, mais s'est également attelée à montrer comment les valeurs traditionnelles peuvent évoluer ou même disparaître sous l'influence de la vie urbaine. Nous avons recueilli des données pour mieux comprendre les divers éléments qui tendent à améliorer ou dégrader les conditions dans lesquelles les migrants doivent vivre après leur installation, notamment le travail et les revenus, la nature de leur migration et l'accès à la terre. Nous avons collecté des informations supplémentaires portant sur les valeurs et les coutumes ayant trait aux ancêtres et aux terres ancestrales. Cette approche s'est imposée parce que les cérémonies relatives à la mort « jettent un éclairage particulièrement instructif sur les attitudes de la société en ce qui concerne les relations entre l'individu et la société dans son ensemble » (Cohen 1985 : 82). Sur les Hautes Terres de Madagascar, les tombeaux et les ancêtres sont des paramètres cruciaux pour l'homme et son statut social (Evers 1999 : 257). Durant le travail sur terrain, le *famadihana* ou exhumation des morts a constitué le point focal de l'identification des processus de transformation de certaines traditions une fois intégrées au cadre urbain.

⁸ Toute traduction des auteurs dans cet article est des soussignées.

Ce projet de recherche entre dans le cadre de la collaboration entre *VU University Amsterdam* et l'Université d'Antananarivo (ICMAA : Institut de Civilisation/ Musée d'Art et d'Archéologie) lancée en 2005 et rendue possible par l'appui financier de l'ONG néerlandaise ICCO (Organisation inter-églises de coopération pour le développement).⁹ Le but principal de la collaboration était de réunir des informations sur la gestion des ressources naturelles et la pauvreté à Madagascar ainsi que sur l'impact des nouvelles lois foncières sur les attitudes des populations locales par rapport à la propriété foncière et aux autres structures sociales existantes. Le présent article cherche à répondre à deux grandes questions : que peuvent être les conséquences socioéconomiques de la migration vers la ville pour les migrants vivant dans le quartier pauvre d'Antetazanavoany ? Quel est l'impact de cette migration sur la façon dont ils vivent et pratiquent les coutumes funéraires ?

Le programme établit des partenariats entre des étudiants néerlandais et des étudiants malgaches pour une période de trois mois consacrée au travail sur le terrain. Netisoa Ramiamanana a ainsi collaboré avec Van den Heuvel durant la collecte de données empiriques de juin à août 2005. L'expertise linguistique et culturelle a été d'une grande valeur mais sa contribution a également permis de collecter un volume important de données sur une durée relativement courte. Les méthodes de recherche utilisées comprennent notamment *participant observation*, des interviews sur l'histoire orale avec les migrants, des interviews thématiques avec les représentants gouvernementaux ou les organisations concernées¹⁰, des visites dans les villages environnants, l'assistance à un *famadihana* ainsi que l'analyse de données secondaires. Les entretiens approfondis avec les résidents d'Antetazanavoany constituent la matière principale des informations présentées dans cet article ; cependant, toutes les autres méthodes ont joué un rôle de bonne interprétation des réponses. Afin de mieux comprendre la dynamique de migration, les personnes interviewées ont été réparties en trois catégories, également représentées dans l'échantillon. La première catégorie est constituée de migrants de première génération arrivés récemment dans la capitale (c'est-à-dire dans les dix dernières années), la deuxième est aussi composée de migrants de première génération mais qui sont néanmoins résidents de longue date à Antananarivo (plus de dix ans). La troisième catégorie est composée de migrants de deuxième génération nés à Antananarivo ou y étant arrivés alors qu'ils étaient encore mineurs.

⁹ Nous voudrions par ailleurs remercier Monsieur L. Modeste Rakotondrasoa de l'ICMAA, coordinateur Malgache du projet.

¹⁰ Les interviews ont eu lieu avec les représentants des ONG Croix Rouge et CARE International ainsi qu'avec les représentants de CECAM, une institution mutualiste de crédit ciblant les agriculteurs.

Les processus d'urbanisation à Madagascar et à Antananarivo

En 2005, la population totale de Madagascar était de 18,6 millions d'habitants (Banque mondiale 2006) et une proportion croissante de ce nombre vit actuellement en milieu urbain. Depuis les années 1960, le taux de croissance annuel des villes a été nettement supérieur à celui des campagnes, faisant que la proportion de population urbaine de Madagascar a augmenté de 10,6 pour cent à l'année de l'Indépendance (1960) à 26,8 pour cent en 2005, l'année où le travail sur le terrain de la présente étude a été mené. Selon les prévisions, la proportion de population urbaine ira en augmentant pour atteindre les 39,3 pour cent en 2030 (Division Population des Nations-Unies 2006). Cette tendance à l'urbanisation structurelle croissante semble irréversible à Madagascar, un pays de tradition rurale. Une grande partie de cette croissance urbaine se produit dans et autour de la capitale Antananarivo et a abouti à des niveaux de pauvreté urbaine élevés (Rapport annuel de Cities Alliances 2001).

Situé au cœur des Hautes Terres, Antananarivo a un long historique de migrations. Si l'on sait que le site a été habité à partir du 14^{ème} siècle, ce n'est qu'aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles que le site d'établissement de paysans évolue vraiment vers le centre du pouvoir politique, économique et militaire qu'il est devenu aujourd'hui. La royauté merina et le régime colonial français ont tous deux choisi de régner à partir d'Antananarivo, imbriquant ainsi le développement de la ville et l'histoire nationale¹¹ (Andrianaivoarivony 1998 : 14-18). Durant l'occupation française, la ville s'est étendue passant de 50 000 habitants au début du 20^{ème} siècle à 200 000 en 1960 au moment de l'indépendance de Madagascar (Ramamonjisoa 1998 : 113). Au cours des quatre dernières décennies, la population a encore augmenté pour atteindre les 1,6 millions d'habitants (Division Population des Nations Unies 2006). A cause de cette expansion incessante, la ville accumule divers problèmes tels qu'une demande croissante de logements, le manque d'approvisionnement en électricité et dans le traitement d'eaux usées et de collecte de déchets (Rabemanantsoa 1998 : 163).

¹¹ Dans les premiers temps de l'occupation humaine à Madagascar, la structure politique était caractérisée par des batailles et des conflits entre royaumes rivaux qui se battaient pour le territoire et la possession de la terre. Vers la fin du 18^{ème} siècle, l'équilibre de pouvoir entre les divers groupes indigènes a été brisé par le royaume merina. Sous la conduite d'Andrianampoinimerina, les Merina avaient bientôt la domination de toute l'île (Healy et Ratsimbarison 1998 : 287-288, Larson 1996 : 544). La domination merina a pris fin avec la conquête de l'île par les français vers la fin du 19^{ème} siècle. Madagascar est restée colonie française de 1896 à 1960.

Leur population n'atteignant pas la centaine de milliers, les villes secondaires de Madagascar sont considérablement plus petites que la capitale (Ramamonjisoa 1998 : 173)¹². Cette tendance est celle du continent africain où la population des plus grandes villes tend à être très large et en croissance permanente alors que d'autres centres urbains tendent à être sous-développés (Rakodi 1997 : 34). Cependant, il faut noter que le classement en zone rurale ou urbaine tend souvent à être artificiel : les variations quant aux seuils de population déterminant si une zone est une ville ou un village peuvent apporter des changements énormes dans les taux d'urbanisation des pays (Tacoli 1998 : 4). Il existe d'autres moyens – moins rigides, pour faire la distinction entre zones rurales et urbaines, notamment l'examen de la structure des réseaux socioéconomiques et l'étude des relations d'interdépendance entre les centres urbains et les campagnes. Antananarivo, par exemple, est entouré de banlieues et de villages qui, à mesure qu'ils s'étendent, transforment progressivement la métropole d'une zone urbaine en une zone largement rurale.

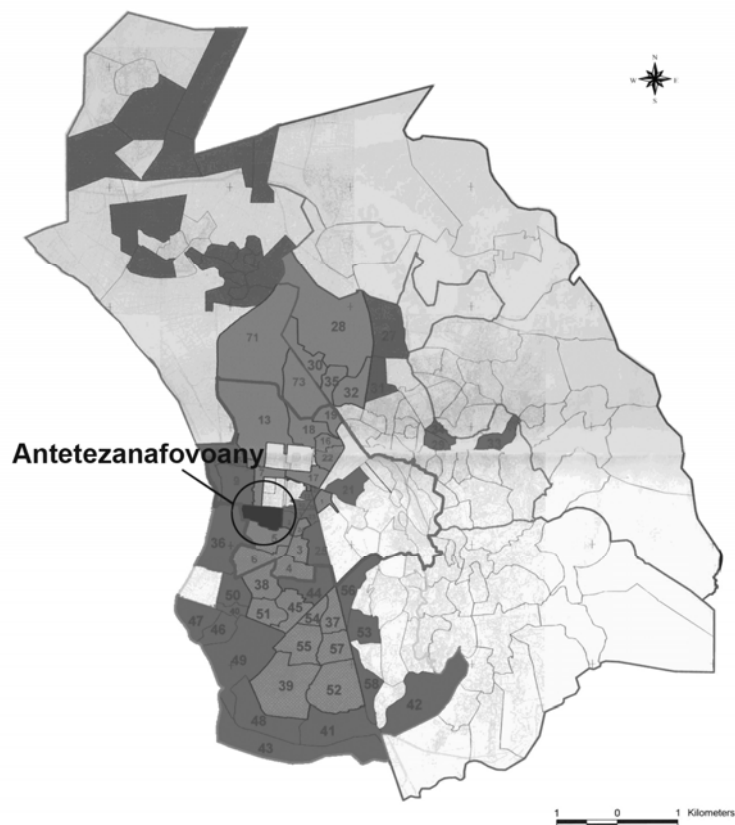
Site de la recherche : Antetazanavoany

Antananarivo est bâti au milieu de « douze collines », donnant à la ville son aspect particulier : les versants des collines sont couverts de maisons alors que les vallées sont principalement occupées par les rizières. A Antananarivo, il existe une stratification sociale verticale, l'idéal étant d'habiter sur les parties les plus élevées des collines à l'opposé des vallées. Le statut social d'une personne est souvent symbolisé par son lieu de résidence. Bon nombre des plus défavorisés, souvent des migrants des zones rurales, vivent dans ce qu'il est convenu d'appeler les « bas quartiers », une zone plate à l'Ouest de la ville caractérisée par des zones d'habitation sans ordre ni plan.

Carte : les quartiers les plus défavorisés d'Antananarivo

Les quatre-vingts *fokontany* d'intervention du Programme MAHAVITA (DAP II) de CARE International (source CARE International). Les zones grisées représentent les quartiers pauvres d'intervention de CARE International.

¹² Van den Heuvel a choisi de mener le travail sur le terrain à Antananarivo à cause de la taille de la capitale et de la forte concentration de migrants.



Antetazanavoany, le quartier cible pour de cette recherche, fait partie des bas quartiers. Il a une apparence double : au Sud-Ouest, la densité de population est élevée et les maisons sont petites et collées les unes contre les autres alors qu'au Nord-Est, le quartier est aussi spacieux qu'un village. Auparavant, la zone comprenait de nombreuses rizières mais à cause de cyclones, d'inondations et de la pollution, elle s'est définitivement transformée en un marais à présent envahi par des jacinthes d'eau. Dans les champs, les gens coupent les plantes pour servir de fourrage au bétail. Ils servent aussi de lieu d'élevage du bétail. Si Antetazanavoany a une apparence quelque peu rurale, il ne faut pas s'y méprendre : la terre n'est guère exploitée à des fins agricoles et les gens demeurent entièrement dépendants de la ville en termes économiques. L'eau située en contrebas pose de nombreux problèmes dans la zone. En été, les eaux souterraines, déjà d'un certain niveau en temps normal, s'élèvent à cause de l'abondance des précipitations et il arrive souvent que les canaux débordent. Cette combinaison d'inondations et de pollution déclenche de nombreux problèmes d'hygiène exacerbés par un système d'égouts déficient et des conditions insalubres du quartier. Durant la saison des pluies, de nombreuses familles doivent quitter la zone pour s'abriter ailleurs dans la ville. Parmi eux, un grand nombre ne revient plus lorsque le niveau de l'eau a baissé. Les riverains propriétaires tendent à revenir mais bon nombre de locataires émigrent ailleurs. Cette situation explique en partie ce mouvement

continuel d'habitants puisque des nouveaux venus arrivent de la campagne chaque année, attirés par les habitations abandonnées à Antetезanafovoany.

Au cours de notre travail sur le terrain, il a été difficile de trouver des preuves factuelles fiables sur le développement du quartier. Tandis que le *fokontany*¹³ publie régulièrement des rapports décrivant la distribution géographique de la population, nous ne pouvions repérer que le rapport de 2000. Des statistiques plus récentes sur la population d'Antetезanafovoany (2004) étaient disponibles auprès du 1^{er} Arrondissement de la ville. Malheureusement, le bureau de l'arrondissement n'a pas pu fournir des données couvrant la période antérieure. Selon le bureau du 1^{er} Arrondissement, en 2004, Antetезanafovoany comptait 6546 résidents répartis dans 1406 ménages. Quand on compare les données démographiques du site de recherche avec les statistiques nationales, on constate que sa pyramide des âges se situe entre le profil d'Antananarivo et le profil moyen de la campagne, ce qui voudrait dire qu'il y a un nombre relativement grand de jeunes enfants de moins de neuf ans à Antetезanafovoany en comparaison avec le reste de la capitale.

Tableau : Distribution selon l'âge à Madagascar

	Antananarivo	Zones rurales	Antetезanafovoany	Moyenne à Madagascar
0-9:	21,4 %	32,1 %	26,9 %	30,7 %
10-19:	21,5 %	23,1 %	21,9 %	23,4 %
20-29:	17,9 %	15,3 %	17,9 %	15,4 %
30-39:	13,3 %	11,5 %	14,1 %	11,5 %
40-49:	13,0 %	9,3 %	10,8 %	9,6 %
50-59:	7,3 %	4,5 %	6,8 %	4,8 %
60+:	5,6 %	4,5 %	1,6 %	4,6 %

(Sources : Enquête auprès des Ménages 2002, Rapport principal 2003: 15, et Nombre de Population, Monographie 1^{er} Arrondissement, 2004)

Cette situation pourrait s'expliquer du fait que le taux de natalité des résidents en provenance du milieu rural est supérieur à celui de ménages urbains. De plus, le nombre de résidents âgés de 20 à 29 ans et de 30 à 39 ans est légèrement plus élevé à Antetезanafovoany. Selon l'Institut National de la Statistique (INSTAT), c'est l'âge auquel la plupart des personnes décident de migrer (INSTAT 2002 : 22-23). La tranche d'âge des 60 ans et plus semble sous-représentée dans le

¹³ Le *fokontany* est la plus petite unité administrative de Madagascar et le mot peut aussi signifier "communauté". Dans Antananarivo, il désigne un quartier.

quartier, ce qui pourrait vouloir dire que les gens ont tendance à revenir à leurs villages quand ils atteignent la vieillesse, ou qu'ils vont dans d'autres zones d'Antananarivo, ou que l'espérance de vie dans le quartier est plus faible ou encore que les chiffres ne sont pas exacts.

Comme les chercheurs n'ont pu trouver que bien peu de statistiques sur Anteteanafovoany, il a été difficile de savoir comment la population s'est développée avec le temps. Dans les années 1960 et 1970, nous postulons que quelques milliers de personnes vivaient dans le quartier, cela ne représente que le tiers de la population actuelle. Cette hypothèse est basée sur les souvenirs des migrants qui sont arrivés au cours de ces décennies, ainsi que des interviews de plusieurs anciens présidents de *fokontany*. Une part importante des familles qui sont arrivées à cette période a pu accéder à la propriété foncière alors que cette option est devenue moins facile pour les nouveaux venus à cause de l'accroissement de la densité de population et de la transformation de terres de valeur en des marécages peu exploitables.

Pauvreté rurale-urbaine, dimensions de la migration et moyens de subsistance

Madagascar n'est pas seulement l'un des pays les moins développés du monde actuellement, il a également un niveau de pauvreté extrêmement élevé. Selon la Banque mondiale, le revenu national brut par habitant était de 290USD en 2005 et 68,7 pour cent de la population vivait dans la pauvreté (Banque mondiale 2006). Dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté du pays, le seuil de pauvreté est défini comme suit : « Revenu nécessaire pour acheter en plus des éléments non alimentaires indispensables une ration alimentaire de 2 133 calories par jour » (DSRP 2003 : 17). La proportion de personnes vivant en dessous du seuil de la pauvreté à Madagascar est si élevé que cela affecte tant les zones rurales qu'urbaines. Cependant, l'écart de revenus entre les zones rurales et urbaines existe encore, 77 pour cent de la population rurale vivant dans la pauvreté contre 52 pour cent de la population urbaine (USAID 2002). Au cours des dernières décennies, la pauvreté urbaine s'est accrue quoique les données laissent croire que les migrations entre zones rurales et urbaines ont permis d'atténuer l'augmentation de la pauvreté nationale. Ceux qui ont quitté des milieux en dégradation des zones rurales ont réussi à améliorer leur condition en milieu urbain (Paternostro et al. 2001 : 15-17). La vie dans les villages est souvent marquée par l'insatisfaction des besoins de base et la ville dispose de meilleurs services tels que l'accès à l'électricité et à l'eau. Même si les migrants restent aussi pauvres qu'avant leur migration, la qualité et les perspectives de leur vie s'améliorent. En ce qui concerne l'eau potable, les recherches menées dans les années 1990 montrent que dans les zones urbaines de Madagascar le pourcentage de la population y ayant accès est de 60 pour cent contre 10 pour cent dans les zones rurales (Paternostro et al. 2001 : 23).

La migration rurale-urbaine peut être vue comme une importante stratégie de subsistance. Selon l'INSTAT, la scolarité, les raisons familiales et les perspectives d'un meilleur niveau de vie sont les principales raisons qui poussent les gens à migrer (INSTAT 2002 : 26-27). Les résultats de la recherche empirique menée à Antetezanafovoany vont dans le même sens. Les migrants eux-mêmes ont cité la possibilité de recevoir de meilleurs soins médicaux dans la capitale comme une raison supplémentaire. Il est intéressant de noter que dans la quasi-totalité des témoignages recueillis dans notre site d'étude, le manque de terre dans le village d'origine a été cité comme un principal facteur de migration alors que cet aspect n'a pas été spécifiquement pris en compte dans les études de l'INSTAT. Comme la terre familiale ne suffit plus à être distribuée entre tous les enfants, certains de ceux-ci doivent partir et se faire une vie ailleurs. Souvent, d'autres facteurs tels que la santé ou la scolarité déclenchent la migration mais la plupart des migrants affirment qu'ils n'auraient pas migré de manière définitive s'il y avait eu une opportunité de rester au village. Il ne semble pas y avoir de différence quant aux motifs de migration entre la première génération qui est arrivée il y a des décennies de cela et l'actuelle génération de nouveaux arrivants.

Comme la vie d'un migrant est souvent caractérisée par une âpre lutte, on peut être amené à croire que la migration résulte de faux espoirs qui se dissipent quand la personne se trouve prise au piège de la vie citadine. Cependant, les recherches menées dans de nombreux pays en développement semblent indiquer que la plupart des migrants ont une idée assez juste de ce qui les attend et sont généralement satisfaits d'avoir pris la décision de partir (Gilbert et Gugler 1992 : 68-69). Les gens ne décident de migrer que lorsqu'ils estiment avoir suffisamment de chances d'améliorer leur accès aux emplois et à des biens (Tacoli 1998 : 5, Tacoli 1999 : 1-2). Poussés par les inégalités de ressources et de revenus, les migrants prennent des risques financiers et psychologiques en quittant leurs villages et attendent en retour une récompense matérielle et de meilleures perspectives (Gilber et Gugler 1992 : 67-69). C'est au sein du foyer qu'on décide en général qui sont aptes à migrer en ville de sorte qu'il y ait d'abord un groupe qui s'y rend tandis que les autres restent au village ou suivent plus tard. Cette stratégie communément utilisée est judicieuse parce que ce sont habituellement les jeunes, physiquement aptes, plus instruits et ayant déjà accès aux réseaux sociaux urbains qui ont les meilleures chances de réussite (Gilber et Gugler 1992 : 69-70, Tacoli 1998 : 6-10). La famille élargie peut être d'un grand secours pour les nouveaux arrivants parce qu'elle peut offrir un abri temporaire, de la nourriture et son aide dans la recherche d'un travail. Cependant, le travail sur le terrain mené à Antetezanafovoany montre que cette option de soutien reste souvent limitée, non seulement parce que les membres de la famille en milieu urbain ont eux-mêmes très peu de ressources, mais aussi en partie parce que leur

attention porte essentiellement sur la famille nucléaire. Même s'ils souhaitent être d'une certaine aide, ils finissent par donner la priorité à leurs propres intérêts.

L'une des caractéristiques du processus de migration rurale-urbaine est qu'il va dans les deux sens. Si pendant un certain temps on a cru que les gens vont surtout vers la ville, les recherches plus récentes montrent que la migration est de loin plus dynamique (Tacoli 1998 : 5). Dans de nombreuses villes africaines, la tendance inverse, *la migration de retour*, a été constatée, les migrants quittant les zones urbaines pour revenir dans leur villages pour des raisons telles que le manque d'opportunités d'emplois formels en milieu urbain, l'accès à l'éducation et aux soins de santé s'étant amélioré dans les zones rurales entre-temps (Tacoli 1999 : 2, Gilbert et Gugler 1992 : 79-86). La migration saisonnière ou migration vers la campagne est une autre évolution constatée récemment : du fait que bon nombre des jeunes en bonne santé sont partis vers la ville, les campagnes manquent de main-d'œuvre agricole. Il n'est donc pas rare que les familles fassent appel à leurs parents en milieu urbain pour combler cette lacune (Gilbert et Gugler 1992 : 79-86). Dans la description que Ramamonjisoa donne de la migration vers la campagne, les villageois vont en ville durant la période de relâchement qui suit les récoltes pour trouver du travail comme journaliers avec leurs enfants les plus âgés pendant quelques mois avant de retourner vaquer à leurs activités agricoles (Ramamonjisoa 1998 : 142). Parfois, la migration temporaire constitue un tremplin à la migration définitive bien que, comme le fait remarquer Ramamonjisoa, les migrants de cette catégorie fassent souvent une migration à deux vitesses, parce qu'ils investissent une grande part de leurs gains financiers dans leurs villages d'origine (ibid.).

La recherche empirique menée à Antetazanavoany confirme les différents circuits de migration existants. Certains migrants se demandent sans cesse s'ils ont pris la bonne décision et s'ils auraient été plus prospères s'ils avaient migré ailleurs. Parmi eux, certains font preuve d'une grande flexibilité et arrivent à changer régulièrement de résidence soit au sein même de la ville soit entre la ville et sa banlieue ou la campagne. Cependant, la plupart des migrants cherchent à gagner suffisamment d'argent pour revenir définitivement dans leurs villages d'origine. Bien peu sont ceux, par contre, qui réussissent à mettre suffisamment d'économies de côté pour pouvoir se le permettre. La majorité des personnes interrogées devront probablement rester à Antananarivo, n'ayant pas acquis l'argent nécessaire pour s'acheter de la terre dans le village ou tout autre avoir – financier ou autre, pour leur permettre de vivre dans leur lieu d'origine.

Une fois à Antetazanavoany, il n'est pas facile de trouver un emploi stable et bien rémunéré. En général les personnes arrivant du milieu rural n'ont qu'une expérience professionnelle limitée à l'agriculture, un réseau social restreint et un faible niveau d'études. De ce fait, la plupart des gens comptent sur divers moyens pour obtenir des revenus. Potts (1995 : 250)

évoque trois types de stratégie pour obtenir des revenus pour les ménages urbains hors du secteur formel : le marché informel, les activités agricoles dans et autour de la zone urbaine et le renforcement et l'adaptation des liens entre le milieu rural et le milieu urbain. Nous avons observé chacun de ces types chez les migrants faisant partie de notre étude. Parce qu'il y a peu d'opportunités pour avoir un emploi stable, les gens sont obligés de travailler en tant que journaliers, ce qui ne leur assure pas un revenu structurel. Pour les femmes, il s'agira en général d'emplois de nature domestique telle que lavandières, vendeuses d'eau ou gardes d'enfants alors que les hommes travaillent dans le bâtiment et obtiennent en général des revenus supérieurs. Cependant, à cause du caractère très aléatoire du travail, le ménage dépendra structurellement des revenus plus faibles mais plus réguliers de la femme. Il existe également un groupe significatif de petits entrepreneurs dans le site qui ont des compétences particulières et/ou une petite somme de capital et qui ont pu lancer des affaires informelles. Certains migrants ont pu ouvrir une petite épicerie ou un petit atelier avec les revenus générés sur la vente de leur part de terre ancestrale.

Dans la mesure du possible, les résidents cultivent des petites parcelles de terre autour d'Antananarivo en supplément de leurs revenus. Cependant, un très petit nombre seulement a accès à des terres dans un périmètre suffisamment proche. Malheureusement, il n'y a pratiquement aucune possibilité de planter dans les limites du quartier à cause du processus de dégradation qui a transformé une terre fertile en un marécage. Certains migrants investissent dans le petit élevage, surtout pour subvenir aux besoins alimentaires de la maison ou, le cas échéant, pour vendre ce bétail sur le marché.

Si la situation d'Anteteanafovoany est caractérisée par une pauvreté poignante, la plupart des migrants ne regrettent pas d'avoir choisi de migrer pour des raisons économiques parce que par rapport à leur village d'origine, ils ont réussi à améliorer leur niveau de vie : ils ont des revenus légèrement plus élevés, une nourriture plus abondante et de meilleures opportunités de scolariser leurs enfants. Cependant, la vie à Anteteanafovoany est jugée très difficile et la plupart des gens arrivent tout juste à gagner suffisamment pour survivre au quotidien. En général, les migrants ont espéré devenir plus prospères et se sentent déçus par le fait qu'ils ne peuvent obtenir plus de revenus. Le mal du pays est une plainte entendue fréquemment. Bon nombre d'entre eux sont déchirés en permanence entre le village et la capitale : leur esprit est dans la ville mais leur cœur est resté à la campagne. Cette situation est parfaitement illustrée par les réponses d'un couple d'Anteteanafovoany – les deux personnes ayant vécu dans la capitale depuis six ans – quand il leur a été demandé si la vie au village leur manquait :

Homme (41 ans) : « C'est difficile de répondre à cette question. Je ne peux rien espérer à la campagne mais je ne peux pas l'oublier. »

Femme (39 ans) : « Si je dis que la vie à la campagne me manque, je dois reconnaître d'autre part que la vie y était difficile... Mais, si je dis que la vie à la campagne ne me manque pas, je dois quand même reconnaître que c'est mon lieu de naissance. »

Il persiste chez les personnes interrogées l'idéal collectif de la vie au village : c'est le lieu où leur identité est ancrée parce qu'elle est la terre des ancêtres et représente l'histoire de la famille¹⁴. Pour bon nombre d'entre eux, c'est aussi au village que demeure toujours une grande partie de la famille. Les migrants n'idéalisent pas leur ancienne vie, ils reconnaissent bien les difficultés qui lui sont associées mais ils regrettent profondément de ne pas avoir eu d'autres choix que de partir. L'idée de revenir quand la vie dans la capitale serait trop difficile ou quand ils seront à la retraite est particulièrement attrayante pour eux. Cependant, ce ne sont pas tous les migrants qui souhaitent revenir. Certains préfèrent nettement rester définitivement à Antananarivo, désireux de rester près de leurs enfants et leurs petits-enfants qui vivent dans la capitale. D'autres n'ont plus de lieux de retour parce que toute la famille s'est éparpillée dans l'île entre-temps.

Pour la génération suivante, revenir au village relève de l'abstrait. S'ils veulent bien reprendre les idéaux de leurs parents, leurs liens sont déjà beaucoup plus tissés à la vie urbaine. Leur manque de savoir-faire en matière d'agriculture et leur manque d'expériences en matière de riziculture rendent très problématique un retour à la campagne. Ainsi, le lien avec l'utilité économique des terres héritées dans le village s'affaiblit au fil des générations. Ironie du sort, c'est surtout à cause de leurs enfant que bon nombre de migrants souhaitent maintenir des relations avec leur village natal et protéger ainsi leurs droits sur la terre afin d'assurer le retour de la génération suivante.

¹⁴ Il existe dans les Hautes-Terres de Madagascar un groupe important de descendants d'esclaves appelés *andevo* (Bloch 1971: 3-4, 68, Evers 1999: 260 et 2002: 40-41) dont une grande partie continuent à vivre en marge de la société à ce jour. Seuls un petit nombre ont réussi à avoir de la terre dans le passé et ainsi à travailler leurs propres terres et à se créer une histoire familiale en construisant un tombeau familial en même temps qu'une lignée d'ancêtres (Graeber 1999). Van den Heuvel n'a pas particulièrement étudié l'influence de l'esclavage du passé parce que cela reste tabou de discuter de l'ascendance d'une personne. Cependant, il est probable qu'une partie des migrants d'Antetazanavoany soient des *andevo* qui ont quitté la campagne non pas par manque de terres ancestrales mais parce qu'ils n'avaient aucune terre.

Importance des terres ancestrales

Depuis 1996¹⁵, l'Etat malgache tente d'accélérer les réformes économiques par la mise en œuvre de diverses procédures telles qu'une politique monétaire plus stricte et la libéralisation du taux de change (Paternostro et al. 2001 : 2-3). L'Etat a apporté des changements dans la législation nationale autant pour trancher les différends concernant la propriété foncière que pour attirer les investisseurs potentiels et percevoir plus d'impôts. En 2000, l'inauguration du Programme National Foncier s'insérait dans la politique de la régularisation du titre foncier, en particulier dans les zones rurales, tout en cherchant à trouver un équilibre entre les revendications locales et les procédures judiciaires (Teyssier 2004 : 3). L'impact de cette politique - qui reste à encore à appliquer pleinement, sur une société dont 80 pour cent des membres dépendent du secteur agricole sera probablement considérable (Union Européenne 2006). Dans un contexte où le manque de terres fertiles est la règle et où les revenus de l'exploitation des terres suffisent à peine à nourrir une famille – pour ne pas parler de création d'emplois pour d'autres ouvriers, le degré de pauvreté semble intimement corrélatif de l'accès à la terre. De plus, une insécurité grandissante ne provient pas seulement de facteurs tels que la pression démographique, les inégalités sociales et les mouvements de migration mais aussi d'une faible mobilisation de capitaux pour l'agriculture et des améliorations techniques qui ne satisfont pas aux normes actuelles (Healy et Ratsimbarison 1998 : 296-297). Il est possible que les nouvelles lois foncières créent une certaine tension dans les zones rurales (cf. Evers et al. 2006) et aient même un impact sur le nombre de migrants qui quittent les villages pour la ville.

La terre a une importance double dans les Hautes Terres de Madagascar : si les gens élisent domicile dans les endroits qui leur offrent les meilleures perspectives économiques et politiques, ils demeurent fortement attachés à la terre ancestrale dont l'importance est profondément imbriquée dans l'identité et les traditions (Graeber 1999 : 322). Dans son ethnographie, Maurice Bloch explique que de grands groupes de Merina¹⁶ se sont dispersés à travers tout Madagascar à travers plusieurs générations, vivant loin de ce qu'ils considèrent être leur *tanindrazana* ou terre des ancêtres (Bloch 1971 : 105-108). Les migrations continues de personnes qui veulent saisir les opportunités d'une vie meilleure ailleurs ont façonné un système

¹⁵ En 1996, un programme économique et financier triennal a été mis en œuvre avec l'appui du Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement.

¹⁶ Les Merina constituent le plus grand groupe ethnique avec 26,2 pour cent de la population malgache. Les Merina habitent principalement dans les Hautes-Terres autour d'Antananarivo. Le deuxième groupe ethnique est constitué par les Betsileo qui se sont établis dans la partie Sud des Hautes-Terres et représentent 12,1 pour cent de la population (Library of Congress Country Studies 1994). Dans notre recherche, la plupart des personnes interrogées déclarent être Merina et une minorité affirme être Betsileo.

fluide autour des localités établies. Revenir au tombeau familial à la mort pour être unis à nouveau avec les ancêtres est une préoccupation majeure de la plupart des Merina.

La présence d'un tombeau est une condition primordiale pour conférer à une terre le statut de *tanindrazana* comme on peut le constater dans le paysage des Hautes-Terres clairsemé de constructions en ciment, certaines anciennes et usées, d'autres récentes ou fraîchement repeintes. Souvent, les tombeaux semblent être de meilleure qualité que les maisons du village, ce qui a amené plusieurs anthropologues à conclure qu'en général, la population dépense plus d'argent sur les tombeaux que sur les habitations de vivants (Bloch 1971 : 113, Middleton 1999 : 7-8). Assez tôt dans leur vie, habituellement peu après le mariage, les Malgaches doivent décider où ils souhaitent être enterrés parce qu'en général les hommes comme les femmes disposent de plusieurs options (cf. Graeber 1995 : 263). A partir du moment où ils s'arrêtent sur le choix, le principal intéressé se trouve obligé de participer aux coûts d'entretien du tombeau (cf. Bloch 1971 : 115-119).

Il existe en général deux types de terres : celles qui ont « toujours » appartenu à la famille et où se trouve le tombeau et celles qui sont acquises par la suite pour accroître la production agricole. En théorie, le premier type de terres ne peut être transféré qu'à des héritiers alors que le second peut être aliéné à des tierces personnes, en cas de besoin (Bloch 1971 : 127-130). Dans les entretiens avec les informateurs d'Antetazanavoany, trois scénarios sont évoqués en ce qui concerne le destin des terres ancestrales après la migration. Parcellisée après avoir été divisée entre une fratrie nombreuse, la terre continue à appartenir au migrant dans bien des cas mais ce sont d'autres membres de sa famille qui la cultivent, parfois pour donner en échange une partie des récoltes. Dans d'autres cas, la terre est vendue à des membres de la famille ou à d'autres parties intéressées de sorte que les migrants peuvent acheter de la terre ou une habitation en ville ou lancer une petite affaire. Cependant, il y a eu aussi des cas où au moment de l'interview le statut des terres était dans le flou : du fait qu'aucun membre de la famille immédiate ne semblait veiller sur les terres, les propriétaires soupçonnaient que d'autres villageois les utilisent sans pour tant leur verser de compensation financière. Dans ces cas, la question de savoir ce qui est advenu du tombeau familial, pourtant si important, butait sur des réponses vagues ou un silence. Si perdre l'accès au tombeau familial est considéré comme un échec, cette gravité est souvent atténuée par le fait que les personnes interrogées, dont un grand nombre de femmes, ont déjà accès à un autre tombeau.

Si posséder de la terre dans le village symbolise la possibilité d'y revenir, le problème demeure entier : parce que les migrants ont été obligés de partir à cause de la faiblesse des revenus générés par la terre, les autres membres de la famille se sont mis à cultiver leurs terres

pour suppléer à leurs maigres revenus. Les propriétaires n'étant plus sur place depuis belle lurette, la revendication de leur droit foncier hérité se trouve compromise, bien que ce droit reste légitime (cf. Tacoli 1998 : 6). Les intérêts contradictoires des villageois et des habitants des villes sont de nature à créer une situation de conflit quand les migrants partent avec l'idée que la possession de terres et d'autres biens leur serviront d'assurance quand la vie en ville deviendrait trop dure. Pour évaluer dans quelle mesure les revendications éventuelles des migrants d'Antetazanavoany sont sérieuses, nous leur avons demandé s'ils recevaient de l'argent ou une part des récoltes chaque année. La plupart d'entre eux ne recevaient rien - soit parce que les récoltes ne suffisaient pas à permettre la division - soit que des parents éloignés ou des gens du village cultivent la terre et il n'y a plus de contact direct entre eux. Il y avait tout de même une petite minorité de personnes interrogées qui obtenaient une part des récoltes, parfois en espèces mais plus souvent en nature. Ce dernier groupe semble avoir plus de chances de récupérer la terre héritée et de ce fait, leur désir de revenir à la campagne à la retraite semble être plus crédible. Au sein de ce groupe, il n'y avait pas de distinction notable entre les migrants arrivés récemment et les migrants de longue date. Par contre, aucun migrant de la deuxième génération ne recevait de produits agricoles provenant de la terre de leur village d'origine.

Que ce soit en milieu rural ou urbain, acquérir de la terre et une habitation et en conserver la propriété reste une préoccupation majeure pour la plupart des migrants interrogés. La terre et une habitation sont considérées comme des acquis économiques de grande importance et les personnes interrogées étaient vraiment intéressées à acheter de la propriété à Antananarivo. Elles sont convaincues en effet que posséder un terrain et une habitation dans la ville permettrait non seulement de réduire leurs dépenses journalières mais également de jouir d'une meilleure sécurité à l'abri des conditions onéreuses imposées par les propriétaires ou même d'obtenir des revenus de location. Il y a peut-être un écart entre ce que les gens affirment vouloir faire s'ils avaient de l'argent et ce qu'ils font lorsqu'ils disposent effectivement de ressources financières. Cependant, il faut noter le cas d'un groupe de migrants d'Antetazanavoany qui ont acquis de la terre dans le quartier¹⁷. Selon nos observations, les gens préfèrent un lieu à un autre en fonction du moment où l'acquisition est possible : à court terme, les migrants veulent investir en ville où ils vivent pour le présent mais à long terme ils préféreraient le village. Les citadins regardent la propriété comme un investissement, alors que l'attitude envers la possession de terres à la campagne est toute imbue de valeurs culturelles liées aux ancêtres, et du sentiment d'appartenance à une terre d'origine.

¹⁷ Dans l'échantillon de la recherche, un tiers des personnes interrogées avaient acquis de la terre dans la capitale.

***Famadibana* et enterrements**

Dans la section précédente, nous avons évoqué l'importance de la terre ancestrale et du rôle du tombeau. Dans la présente section, nous allons voir de plus près le souci des migrants de se faire enterrer sur les terres ancestrales en vue d'une éventuelle réunification avec leurs défunts parents. Les enterrements et les *famadibana* (exhumation) sont deux événements importants associés au tombeau. Nous prendrons le *famadibana* comme cible de l'étude des relations entre les parents en milieu rural et urbain. Il permet, par surcroît, l'étude de certains processus de transformation déclenchés par la migration. Ce choix a été déterminé tant par la durée du travail sur le terrain que par la saison, à savoir juin à septembre : c'est la saison sèche qui survient juste après les récoltes et où la plupart des *famadibana* se tiennent. Le *famadibana* était donc un sujet important à Antetazanavoany durant le travail sur le terrain : la plupart des résidents étaient invités à une ou plusieurs cérémonies dans divers villages des Hautes Terres.

Il faut souligner que le *famadibana* a évolué au cours de l'histoire de Madagascar. Selon Larson, les cérémonies d'exhumation remonteraient au moins au 18^{ème} siècle sinon plus loin. Mais même à cette période, ces cérémonies relevaient de l'innovation et du changement tant durant l'expansion du royaume merina que pendant l'occupation française (Larson 2000 : 125-126, 149-150). Au départ, l'emphase portait sur les rituels autour du premier enterrement bien qu'il y ait des récits de rapatriement de corps ou encore de transferts de vieux tombeaux à des tombeaux nouvellement construits. C'est au cours du 19^{ème} siècle que la pratique de l'exhumation s'est installée à cause du nombre de soldats merina morts loin des terres ancestrales dont les corps devaient être ramenés au bercail. Le transport des restes des lieux d'enterrement provisoire au lieu de repos définitif dans les tombeaux familiaux a provoqué à son tour la création de nouveaux rites pour un second enterrement, aboutissant à la forme actuelle du rite (ibid. : 150). Harper voit dans les débuts de la domination merina – c'est-à-dire lors du règne d'Andrianapoinimerina, une période où les tombeaux ancestraux et les terres familiales ont été popularisés pour forger l'identité ethnique des Merina (Harper 2002 : 104). Les deux commentateurs fournissent des exemples montrant que les coutumes funéraires des Hautes Terres ne sont guère statiques mais ont été constamment façonnées par l'histoire locale et nationale. On peut donc supposer que les rituels du *famadibana* vont continuer à évoluer et changer ou même devenir désuètes quand ils seront confrontés aux influences de la pauvreté et du style de vie urbain.

Durant la cérémonie de *famadibana* organisée par les parents du défunt, la famille de la diaspora se réunit autour de la famille immédiate. En général, ce sont des centaines de personnes – familles, voisins et invités spéciaux, qui assistent aux rituels pendant deux jours consécutifs. Les rites ici diffèrent de ceux du premier enterrement parce qu'ils portent sur un corps « sec » à l'encontre du corps « humide » des morts récents. A intervalles réguliers¹⁸, selon les familles, les corps sont sortis du tombeau puis enveloppés étroitement dans plusieurs couches d'un tissu appelé *lambamena*.

Toute réponse à la question sur la nécessité d'enterrer à nouveau les morts comportera systématiquement des expressions disant que les ancêtres ont froid et ont besoin de nouveaux « vêtements ». Il est très important de combler les désirs des ancêtres parce que, d'après les croyances, ils ont le pouvoir d'intervenir dans la vie et les relations des hommes. Quand les ancêtres sont satisfaits, ils accordent leurs bénédictions et assurent la fécondité mais en cas de déplaisir envers leurs descendants, ils peuvent devenir colériques et violents, infligeant le malheur au village (Larson 2000 : 124, cf. Bloch 1971 : 162-163). Bloch donne une autre interprétation du but du *famadibana* dans son livre « Placing the dead ». Il voit dans ce rituel le désir universel chez les Merina d'être réunis à leurs familles et son verso - leur plus grande crainte, celui d'être laissé seul dans une tombe individuelle. Avec une place dans le tombeau, les morts intègrent une structure sociale qui se perpétue. La famille idéale d'antan vivait sous un même toit et se faisait enterrer dans un même tombeau. De nos jours, comme les familles se dispersent, le *famadibana* constitue un moyen de ramener les parents les uns près des autres à la mort, réalisant finalement l'idéal (Bloch 1971 : 161-166). L'exhumation ne se limite pas à envelopper les morts qui sont déjà dans le tombeau. Elle constitue également l'occasion de ramener les morts qui ont été enterrés temporairement ailleurs. Les enterrements provisoires sont choses assez courantes du fait que les tombeaux ne peuvent être ouverts pendant une certaine période après un enterrement et constituent ainsi une solution lorsque les décès surviennent à courte intervalle au sein d'une même famille. Souvent, les membres de la famille qui vivent loin du tombeau familial, tels les migrants d'Antetazanavoany, ne peuvent ramener le corps immédiatement après le décès parce que le voyage coûte cher et est difficile à organiser. De ce fait, le *famadibana* devient un processus continu de groupement et de regroupement des membres de la famille (ibid. : 161-166).

Dans la société contemporaine, l'exhumation est un rituel omniprésent sans pour autant être pratiquée régulièrement. Certains ont abandonné la pratique de l'exhumation à intervalles réguliers ou pratiquent la cérémonie mais à des intervalles plus grands à cause de leur coût élevé. Au cours des dernières décennies, la population malgache s'est tellement appauvrie qu'organiser

¹⁸ Dans les récits oraux durant le travail sur le terrain, une période de 5 ou 7 ans a été le plus souvent mentionnée.

une exhumation et y assister a fini par être considéré comme une grande charge. Chaque année se pose le dilemme d'accepter ou non les invitations de la famille élargie à assister à leurs cérémonies de *famadibana*. A cause du coût du voyage en taxi-brousse et la contribution à verser à la famille organisatrice, la chose revient chère et signifie une perte substantielle de revenus journaliers. Mais en même temps, c'est là une réunion de famille importante qui permet par ailleurs de maintenir les liens avec les parents du village.

De plus, les migrants doivent décider s'ils veulent toujours être impliqués dans l'organisation du *famadibana* des parents dans leurs propres tombeaux familiaux, une question qui est indirectement reliée à leur choix de se faire exhumer eux-mêmes plus tard. Dans le passé, il était important de satisfaire les ancêtres pour en être béni et arriver à la prospérité. Etant plus éloignés de l'atmosphère familiale de nos jours, les migrants préfèrent à présent mettre le peu d'argent qu'ils ont dans les investissements qui rapportent immédiatement tels que l'acquisition d'une parcelle de terre ou d'une habitation. Une des femmes interrogées, ayant vécu quarante et une années à Antananarivo exprime ainsi sa réticence :

Femme (55 ans) : « Les gens disent que les morts ont froid et ont besoin de couverture. C'est pourquoi nous faisons l'exhumation, par respect des ancêtres. Le problème pour moi, c'est que ma vie est très difficile et je n'ai pas d'argent pour nourrir ma famille. S'il y a une exhumation, je suis obligée de payer une somme importante pour financer la fête. Je ne veux plus de cette pratique. Je voudrai avoir une vie meilleure et je ne veux plus gaspiller mon argent pour les morts. »

L'avènement du christianisme joue un rôle de catalyseur qui amène à repenser le *famadibana*. Si la plupart des habitants des Hautes Terres se sont convertis au christianisme avant et pendant la colonisation, les églises semblent avoir une plus grande emprise sur les communautés religieuses en ville. Certains migrants deviennent plus religieux après leur arrivée en ville ou s'impliquent dans des mouvements ou sectes religieux et estiment dès lors que la foi dans les ancêtres et les cérémonies qui en découlent, y compris solliciter la bénédiction des ancêtres, doivent céder la place en faveur des doctrines religieuses. Un couple qui vit à Antetazanavoany depuis six ans et convertis en Témoins de Jéhovah après leur arrivée dans la capitale, commente ainsi le *famadibana* :

L'homme (41 ans) et sa femme (39 ans) : Oui, [l'exhumation], c'est important pour la famille. C'est une occasion pour tous les membres de la famille de se connaître et de se réunir. C'est important pour les descendants des ancêtres à exhumer.

Mais nous deux, nous ne faisons pas de l'exhumation parce que nous avons une religion qui n'accepte pas l'exhumation. (..) Nous sommes obligés de nous présenter à l'exhumation parce que

ce sont nos ancêtres. Mais c'est la famille qui fait la pratique. »

Ainsi, ils cherchent à se faire enterrer dans le tombeau de la famille du mari qui, selon eux, évitera l'exhumation. Malgré cela, la famille n'accède pas à ce point de vue religieux qui devient alors une source de frictions entre les membres de la famille en milieu rural et ceux en milieu urbain.

Tout cela ne signifie pas nécessairement que les migrants tournent le dos aux traditions funéraires : celles-ci sont plutôt moins évidentes pour eux. Si bon nombre des personnes interrogées affirment essayer d'assister aux *famadibana* à la campagne, la majorité ont exprimé le désir de ne pas être exhumés ou de laisser la décision à leurs enfants. Il semble que les migrants voient actuellement le *famadibana* comme un simple événement social ou une réunion de famille plutôt qu'un rite solennel et obligatoire.

Même si les habitants d'Antezanavoany pratiquent moins le *famadibana*, l'espoir d'être enterrés dans le tombeau familial demeure une préoccupation centrale. Le désir de revenir à la terre ancestrale après la mort peut être enraciné dans la signification qu'on donne à la ville et au village : la ville est vue comme un lieu où l'on recherche la prospérité et non un lieu où l'on peut trouver la paix après la mort. Cela est illustré par cette réponse à la question de savoir l'importance donnée au tombeau familial :

Homme (28 ans) : « C'est important d'être enterré au tombeau familial à la campagne; il n'est pas possible d'être enterré à Tana. Le tombeau familial à la campagne est la terre des ancêtres. Nous habitons à Tana pour le travail et la subsistance mais il faut revenir à la campagne à la mort. »

Une raison plus pratique amène également les migrants à vouloir se faire enterrer au village : il est assez difficile d'obtenir une sépulture satisfaisante dans la capitale où il y a peu de cimetières et où la construction d'un tombeau reviendrait très cher. Malheureusement, il coûte également cher de ramener les corps au village, ce qui fait que chaque membre de la famille doit verser une petite cotisation pour ramener les morts au tombeau familial, et si ces cotisations ne suffisent pas, une assistance financière est sollicitée auprès des relations dans le voisinage. Dans le pire des cas, les gens sont souvent disposés à financer l'entreprise par prêt ou même don. Faute de fonds, la famille pourrait décider d'enterrer provisoirement le corps dans un cimetière urbain ou de préférence dans le tombeau d'une famille apparentée dans un voisinage plus proche. Lorsque les ressources le permettent, les corps sont enterrés à nouveau dans le tombeau familial par la suite.

Il est remarquable que même les migrants de deuxième génération nés à Antananarivo veulent être enterrés dans le tombeau familial de leurs villages d'origine.

Conclusions

Dans cet article, les raisons et les conséquences des départs du milieu rural ont été étudiées pour mieux comprendre l'impact de la migration sur la vie des migrants du quartier d'Antetozanafovoany. La majorité d'entre eux ont quitté leurs villages parce qu'ils manquaient de terre, ce qui faisait qu'ils n'arrivaient pas à nourrir leurs familles. Même si leur situation dans la capitale est caractérisée par une pauvreté chronique, la plupart ne regrettent pas d'avoir choisi de partir pour des raisons économiques parce qu'en comparaison avec leur vie au village, ils peuvent affirmer avoir réussi à améliorer leur niveau de vie.

En général, les personnes interrogées dans le cadre de cette étude cherchent à réussir leur vie en ville mais aspirent en même temps à protéger leurs intérêts dans le village afin de sécuriser leur retour dans la vieillesse ou à la mort. Cette façon de penser tend à créer des priorités contradictoires tant au niveau économique que social avec un souci à la fois du présent et de l'après vie comme le montre la façon dont les migrants considèrent leurs dépenses financières. Pour le présent, ils préfèrent améliorer leur vie quotidienne dans la capitale en acquérant de meilleures habitations, des terrains si possible et en dépensant leurs petits revenus sur les besoins de base du ménage. Cependant, pour le futur, bon nombre envisagent et rêvent de s'acheter de la terre au village pour pouvoir s'y retirer. Pour cela, il leur faudrait faire des économies mais comme dit plus haut, cela est extrêmement difficile pour eux. De ce fait, il leur est difficile d'échapper au statut quo et les migrants finissent par s'implanter à long terme ou même définitivement. En même temps, puisque la ville ne s'avère pas la terre promise, les personnes interrogées continuent à se préoccuper de maintenir leurs droits sur leur part d'héritage de terres ancestrales comme une assurance pour eux et leurs enfants.

Pour mieux comprendre cette dualité qui imprègne le quotidien des migrants, la recherche s'est concentrée sur la fonction des coutumes funéraires et a accordé une attention particulière à l'enterrement et aux exhumations. En ce qui concerne le *famadihana*, nous avons observé une attitude ambivalente : à cause des coûts élevés, la plupart de migrants ne sont plus disposés à prendre activement part à son organisation. Cette réticence se trouve renforcée non seulement par la forte influence religieuse en milieu urbain mais également par le fait que les églises désapprouvent l'exhumation en général. Dans nos observations, les migrants ont des sentiments très partagés quant à assister aux *famadihana* – pour ne pas parler de les organiser. Si bon nombre d'entre eux ont des raisons de vouloir se rendre au village à cette occasion, le faire revient trop cher à cause du coût du voyage et de la contribution à verser à la famille organisatrice. Ceux qui

parviennent à le faire vont aux *famadibana* parce qu'ils continuent à croire que cela plaît aux ancêtres ou parce qu'ils y voient une réunion sociale. Le *famadibana* peut effectivement être perçu comme une réunion de famille parce qu'il offre aux migrants l'occasion de revoir leurs parents des campagnes – qui leur manquent beaucoup, et de discuter des affaires familiales telles que la situation des terres héritées.

Durant nos travaux sur le terrain à Antetazanavoany, nous avons observé que la pratique rituelle de l'exhumation est en déclin alors qu'il reste toujours très important d'être enterré dans le tombeau familial. Si l'extrême pauvreté et l'éloignement de l'influence sociale du village font que les migrants sont moins disposés à dépenser leurs revenus sur des choses qui ne rapportent pas de profits immédiats, ils continuent à souscrire à un tombeau familial pour pouvoir être enterrés dans leur village natal. Ce n'est pas seulement parce qu'ils souhaitent être unis à nouveau à leurs parents à la mort mais également parce qu'il y a peu de chances qu'ils puissent se permettre de construire un nouveau tombeau dans la capitale. Les résultats de la recherche semblent indiquer que pour les migrants, le tombeau familial reste le lien le plus durable avec le village d'origine et les terres ancestrales.

Références bibliographiques

Andrianaivoarivony, R., 1998. Naissance de la Cité des Mille. In: *La Cité des Mille, Antananarivo: histoire, architecture, urbanisme*. Antananarivo: Cite / Tsipika, p. 11-23

Bloch, M., 1971. *Placing the Dead, Tombs, Ancestral Villages, and Kinship Organization in Madagascar*. Londres: Seminar Press Limited

Rapport annuel de Cities Alliances, 2001. Afrique (Madagascar)
<http://www.citiesalliance.org/doc/annual-reports/2001/ca-action.pdf> (10 avril 2007)

Cohen, A.P., 1985 (2003). *The symbolic construction of community*. Londres: Routledge

Union Européenne, 2006. Profil Pays.
http://ec.europa.eu/comm/development/body/country/country_home_en.cfm?CID=mg&lng=en&type=home&status=new (3 mars 2007)

Evers, S.J.T.M., 1999. *The construction of history and culture in the southern Highlands: tombs, slaves and ancestors*. In: Middleton, K. (ed.). *Ancestors, power and history in Madagascar*. Leiden: Brill
Evers, S.J.T.M., 2002. *Constructing History, the Betsileo in the Extreme Southern Highlands of Madagascar*. Leiden: Brill

Gilbert, A., and Gugler, J., 1992. *Cities, Poverty and Development, Urbanization in the Third World (second edition)*. New York: Oxford University Press

Graeber, D., 1995. Dancing with corpses reconsidered: an interpretation of famadihana (in Arivonimamo, Madagascar). In: *American ethnologist*, vol. 22, no. 1, p. 258-277
Graeber, D., 1999. *Painful memories*. In: Middleton, K. (ed.). *Ancestors, power and history in Madagascar*. Leiden: Brill

Harper, J., 2002. *Endangered Species. Health, illness and death among people of the forest*. Durham (North Carolina): Carolina Academic Press

Healy, T.M., and Ratsimbarison, R.R., 1998. Historical Influences and the Role of traditional Land Rights in Madagascar: Legality versus Legitimacy. In: *Proceedings of the International Conference on Land Tenure in the Developing World*. University of Capetown, 27-29 January 1998, p. 286-298
<http://www.geomatics.ucalgary.ca/~barry/Research/Publications/Publications%20Page/PublicationsOnWeb/capetown.PDF> (Février 2005)

Heuvel van den, M., 2006. *Once there were rice-fields... Study on rural-urban migrants in Antananarivo, Madagascar*. Mémoire de Master, VU University Amsterdam.

INSTAT (Institut National de la Statistique, Madagascar), 2002. *Enquête auprès des ménages 2001, Rapport principal, 2002*.

INSTAT (Institut National de la Statistique, Madagascar), 2003. *Enquête auprès des ménages 2002, Rapport principal, 2003*.

Lambek, M., and Walsh, A., 1999. *The imagined community of the Antankaraña: identity, History, and Ritual in Northern Madagascar*. In: Middleton, K. (ed.). *Ancestors, power and history in Madagascar*. Leiden: Brill

Larson, P.M., 1996. Desperately Seeking 'the Merina' (Central Madagascar): Reading Ethnonyms and Their Semantic Fields in African Identity Histories. In: *Journal of Southern African Studies*, vol. 22, no. 4, p. 541-560

Larson, P.M., 2000. *History and Memory in the Age of Enslavement. Becoming Merina in Highland Madagascar, 1770-1822*. Cape Town: David Philip Publishers (Pty) Ltd.

Library of Congress Country Studies, 1994

[http://lcweb2.loc.gov/cgi-bin/query/r?frd/cstdy:@field\(DOCID+mg0024\)](http://lcweb2.loc.gov/cgi-bin/query/r?frd/cstdy:@field(DOCID+mg0024))
(17 avril 2007)

Middleton, K. (ed.), 1999. *Ancestors, power and history in Madagascar*. Leiden: Brill

Monographie 1^{er} Arrondissement, 2004. Nombre de Population

Paternostro, S., Razafindravonona, J., Stifel, D., 2001. Changes in poverty in Madagascar: 1993-1999. Africa Region Working Paper Series No. 19 <http://www.worldbank.org/afr/wps/index.htm>
(février 2005)

Potts, D., 1995. Shall we go home? Increasing Urban Poverty in African Cities and Migration Processes. *The Geographical Journal*, vol. 161, part 3, p. 245-266

Rabemanantsoa, J., 1998. Antananarivo au troisième millénaire. In: *La Cité des Mille, Antananarivo: histoire, architecture, urbanisme*. Antananarivo: Cite / Tsipika, p. 159-172

Ramamanjisoa, J., 1998. Le développement de la ville sous la colonisation. In: *La Cité des Mille, Antananarivo: histoire, architecture, urbanisme*. Antananarivo: Cite / Tsipika, p. 113-122

Ramamanjisoa, J., 1998. Population et fonctions urbaines. In: *La Cité des Mille, Antananarivo: histoire, architecture, urbanisme*. Antananarivo: Cite / Tsipika, p. 139-146

Rapport d'activités année 2000, Fokontany Antetezanafovoany 1

Rakodi, C., 1997. *The Urban Challenge in Africa, Growth and Management of its Large Cities*. Tokyo: The United Nations University

Tacoli, C., 1998. *Bridging the Divide: Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies*. Gatekeeper Series No. 77, International Institute for Environment and Development (IIED)
<http://www.iied.org/docs/gatekeep/Gk77.pdf> (22 avril 2005)

Tacoli, C., 1999. Straddling Livelihoods, Emerging Issues in Rural-Urban Interactions. In: *Human Debate*, vol. 5, no. 1, <http://www.unhabitat.org/HD/hdv5n1/forum.htm> (22 avril 2005)

Teyssier, A., 2004. *Programme National Foncier Contribution à l'élaboration d'une politique publique de sécurisation des droits sur le sol*, Direction des Domaines et des Services Fonciers, Propos d'étape n.1, période mars/juin 2004, Antananarivo.

Document de Réduction de la Pauvreté, 2003. Madagascar

United Nations Population Division, 2006. Madagascar
<http://esa.un.org/unup/> (April 10th 2007)

Unicef Antananarivo, juillet 1993. *Populations cibles des interventions socio-sanitaires à Madagascar*.
Disponible à l'INSTAT

USAID, 2002. Madagascar Overview.

<http://www.usaid.gov/pubs/cbj2002/afr/mg/> (3 mars 2007)

Banque mondiale, 2006. Profil pays : Madagascar

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/MADAGASCAREXTN/0,,menuPK:356362~pagePK:141132~piPK:141107~theSitePK:356352,00.html> (10 avril 2007)